

CITIZEN

OPINION

Paradoxes de l'employabilité

Grégory Lambrette, arcus asbl-Centre Emmanuel

La politique de l'emploi consiste de plus en plus à inciter par tous les moyens les chômeurs à trouver n'importe quel emploi. Grégory Lambrette doute de la pertinence d'une telle approche.

Aux hommes de bonne volonté, il est aujourd'hui demandé de comprendre que les temps ont bien changé. Que rien n'est et ne sera plus comme avant. L'heure des sacrifices aurait sonné. Et nous n'aurions d'autre solution que de nous adapter à une situation que personne n'a vraiment voulue (surtout pas les politiques, tous bords confondus), mais que personne n'a su empêcher. Qu'importe, « Qui veut, peut ! », ou mieux encore « Qui cherche, trouve ! » dit l'adage populaire. L'application aveugle d'une telle assertion (où la bonne volonté suffirait à résoudre bien des problèmes) à une matière comme l'emploi ne cesse cependant de soulever un certain nombre de questions sur la déresponsabilisation que semblent vouloir poursuivre les Etats occidentaux à ce sujet.

Cela fait plusieurs décennies maintenant que l'emploi n'est plus le sujet d'une politique du bien commun. La succession des plans d'activation (des individus, et non pas des collectivités) atteste du glissement plus que sémantique de cette matière sensible puisque essentielle aux personnes. Il revient toutefois à ces dernières de s'employer à chercher pour beaucoup, à trouver pour quelques uns, mais surtout à prouver une employabilité qui ferait défaut face à un grand marché qui n'attendrait que l'accroissement des compétences des uns et des autres pour enfin satisfaire ses besoins. Mais que vaut l'employabilité si elle ne trouve nul preneur. Que vaut un accroissement des compétences si conjointement ces compétences restent en friche faute de terrain où les cultiver. C'est là l'écueil sur lequel se brise la plupart des demandeurs ou chercheurs d'emploi.

Certes, favoriser l'accès au marché du travail est nécessaire et utile. Mais ce même marché se trouverait vite saturé si toutes les mesures produisaient leurs effets. Y aurait-il intérêt ? Nous ne le pensons pas. C'est là une chose pouvant apparaître comme

un paradoxe, mais si le plein-emploi existait, l'une de ses conséquences se traduirait par des difficultés de recrutement : les entreprises qui veulent embaucher ou garder leur personnel devraient le faire au prix d'une concurrence inter-entreprises plus forte, tirant les salaires vers le haut.

Un certain taux de chômage permet quant à lui de conserver un certain équilibre des salaires, limite donc l'inflation, et permet au monde de l'entreprise de disposer d'un volume de main d'œuvre flexible parce que toujours disponible. La mise en concurrence des individus fait alors pression sur les travailleurs (notamment par l'augmentation de l'employabilité que l'on souhaite développer chez les chômeurs). Si l'intention initiale est louable, soulignons-le, nous constatons qu'en étant mieux formé et en recherchant activement du travail, la pression, « la menace » pourrions-nous dire s'exerce sur les travailleurs actuels, qui acceptent alors davantage ou plus facilement les exigences de l'entreprise.

Sécurité ? Concurrence !

Certes, nos politiques agissent pour le bien des individus (c'est du moins ce qu'elles prétendent), sans que ce « bien-être » individuel ne résolve plus largement le problème de fond, à savoir une protection et une sécurité collective dont nous considérerions que la qualité de l'emploi et son volume sont l'un des piliers. En se dédouanant, ou par passivité, ou par complicité, elles ont laissés le monde entrepreneurial agir à sa guise et désigner les coupables. La main d'œuvre trop chère ! Pas assez flexible ! Trop exigeante ou revendicatrice ! Si l'employé devient trop exigeant, mieux vaut en faire un demandeur d'emploi et faire jouer alors la concurrence entre les individus, comme entre les régions du reste (cette concurrence jouant généralement plus vers le bas que vers le haut). Pour celui ou celle qui intervient sur le terrain, ces demandeurs d'emploi comme ces employés du reste ne sont pas tous à loger à la même enseigne. Qui veut peut ! Certes. Vouloir une chose est une prémisse essentielle pour l'obtenir, une prémisse, mais pas la seule.

Force nous est de constater que

l'emploi est depuis plusieurs années maintenant l'un des chantiers majeurs auquel s'attelle l'Europe. Devant participer à une « croissance intelligente, durable et inclusive », le plein emploi incarnait déjà, au sein du Traité de Lisbonne, l'un des objectifs essentiels devant être atteint à l'horizon 2010. Il constituait ainsi l'un des principaux leviers devant, entre autres, permettre de combattre l'exclusion sociale. 2010 advint et toujours point de terre ferme en vue. L'horizon 2020 fut alors lancé pour nous servir de nouvelle perspective afin d'atteindre la destination annoncée.

Le plein emploi ! Toujours lui. Bien qu'apparaissant aujourd'hui sous une forme plus « adoucie » (ou révisée), car cette même ambition du « plein » emploi représenterait aujourd'hui non plus 100% mais bien 75% de la population de 20 à 64 ans qui devrait avoir un travail. Reste encore à savoir de quelle nature celui-ci pourrait être.

COUP DE GUEULE

Virer au Qatar ?

Proinvest

Intitulée « Avertissement aux bien-intentionnés de la place Financière de Luxembourg », cette mise en garde lancée par une association de défense des intérêts des investisseurs ne manque pas d'humour.

Récemment une banque luxembourgeoise, prétextant la lutte contre le financement du terrorisme, avait annulé un ordre de virement bancaire pour quelques peccadilles d'Euros destinés à des familles de Touaregs algériens. Un article afférant a été publié dans le journal Le Jeudi du 3 février 2011 page 8.

La pierre d'achoppement étant à ce qu'il semble dans la partie communication du virement qui mentionnait « don Mohamed et Ali ». On ne saurait savoir si par la même occasion le Parquet avait été saisi aussi par la banque en question, mais la question qui se pose est plus grave : en effet que vont faire les banques luxembourgeoises, suite à l'arrivée de nos bienfaiteurs Qatari qui ont sauvé la Dexia-BIL, la KBL, et qui ont investi des gros sous dans Cargolux, etc.

En l'occurrence le fondateur de l'Etat du Qatar en 1878 fut Mohammad ibn Thani, par la suite jusqu'à

L'ambition était et reste louable mais ô combien irréaliste, voire utopique, nous semble-t-il, tant l'objectif paraît démesuré au vu de la maîtrise du marché du travail par nos politiques nationales voire européennes.

Il nous semble en effet que le marché européen du travail, c'est-à-dire ses caractéristiques quantitatives et qualitatives (autrement dit, son volume comme la qualité des contrats qui lui sont subséquents), ne dépend pas du seul bon vouloir de la Commission Européenne (ni même de ses Etats membres). Si celle-ci a une influence, cette influence nous semble tout à la fois limitée sur un plan global, macroéconomique, et participer, sur le plan local, à la construction d'un espace où sévit une concurrence chaque jour accrue entre les individus. Mais aux hommes de bonne volonté, rien n'est impossible. Pas même de trouver un emploi, et, mieux encore, de le conserver.

nos jours il y a eu plusieurs scheiks Muhammad Al Thani, et aussi des Ali Ibn Abdullah Al Thani (Mohammad ou Mohamed car la langue arabe permet plusieurs manières d'écrire le nom du Prophète béni de Dieu) dans ces pays des mille et une nuits...

Maintenant à supposer qu'un virement bancaire mentionnant l'un ou l'autre nom, ou les deux, comme bénéficiaire, donneur d'ordre ou dans la case communication tombe de nouveau entre les mains zélées d'une banque luxembourgeoise...que va-t-il se passer ?

Quel faux-pas, quel désastre... quel impair ! Le Centre financier qui se targue d'être féru en Finance islamique... donc Proinvest se permet, une fois n'est pas coutume, de mettre en garde toutes les banques luxembourgeoises par ce caveat formel.

www.proinvest.com